

# Au Sénégal, la crainte d'un échec prématuré

**Le programme Faim Zéro au Sénégal, dénommé « L'Afrique produit pour l'Afrique » ou PAA, vient à peine de finir sa phase pilote. Mais le succès qu'il remporte a d'ores et déjà amené les autorités à avoir les yeux plus gros que le ventre, au point de faire craindre un échec prématuré.**

C'est en 2010 que le président brésilien Lula a accepté de financer le PAA pour cinq pays africains. L'idée est qu'une fois que ce programme aura prouvé sa viabilité et son efficacité, il pourra être soutenu par d'autres partenaires qui aideront à l'étendre à d'autres pays que le Sénégal et les quatre autres premiers bénéficiaires (Éthiopie, Malawi, Mozambique, Niger).

Emballé par l'expérience du Brésil en matière d'éradication de la famine, le Sénégal s'est engagé dans un programme certes moins ambitieux. Faute de moyens, le projet est porté à bout de bras par les partenaires étrangers. Dénommé, « L'Afrique pour l'Afrique » ou PAA, il est financé par le Brésil et mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement sénégalais, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO). Il est chargé de beaucoup d'espoirs. Les techniciens craignent cependant que les décideurs politiques et leurs partenaires financiers ne convergent pas toujours dans les objectifs à long terme du programme.

## **Kédougou, région pauvre de ses richesses**

Dans la première phase, 1000 ménages de petits exploitants agricoles en situation de vulnérabilité ont été soutenus pour leur permettre de produire du riz et ainsi, d'augmenter leurs revenus financiers, tout en améliorant leur alimentation et leurs conditions socio-économiques.

Ces ménages pauvres sont situés dans la région de Kédougou, au sud-est du Séné-

gal, aux frontières du Mali et de la Guinée. Bien qu'ayant un sol très riche et très fertile, et bien qu'elle soit abondamment dotée en ressources minières dans son sous-sol, la région abrite des populations parmi les plus démunies du Sénégal. Les chiffres officiels révèlent que Kédougou est avec la région de Diourbel, dans le Bassin arachidier, et de Kolda, frontalière avec la Guinée Bissau, l'une de celles qui connaissent le plus des problèmes d'insécurité alimentaire. L'enclavement des populations en est sans doute l'une des causes.

**Il faut  
prévoir le moment  
où les partenaires vont  
se retirer.**

Ces éléments n'ont pas été les seuls à influencer sur le choix de la région de Kédougou, explique le coordonnateur du projet PAA au bureau de la FAO à Dakar, M. Abdoulaye Thiam : « *Le faible taux de scolarisation, et les dures conditions de vie des femmes et des jeunes filles, qui la plupart de temps sont obligées d'abandonner très tôt l'école pour se marier ou pour aider leurs mères, ont été également déterminantes, en particulier aux yeux de partenaires comme le PAM ou l'ONG américaine Counterpart, qui participe également de manière très active au programme.* »

Abdoulaye Thiam indique que même au Brésil, des projets d'amélioration de conditions d'études et de santé des populations font partie du package. « *Le PAA n'est qu'une composante du programme Faim Zéro. Au Brésil, c'est un ensemble de projets productifs et sociaux qui font le programme Faim Zéro. Ici au Sénégal, nous n'en sommes pas encore là.* » Il ajoute que le gouvernement brésilien a détaché, au début du programme,

*Mohamed Gueye*

est le chef du « desk » économie au journal sénégalais *Le Quotidien*. Il est le correspondant de *Défis Sud* au Sénégal depuis cinq ans. L'ensemble des articles rédigés par Mohamed Gueye est accessible sur [www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org)

un expert qui a fait le tour du pays, étudié les conditions des terroirs, afin de déterminer la zone la plus adaptée pour la phase pilote.

La FAO aide à l'amélioration de la production du riz pluvial dans la région de Kédougou. Cette zone n'est pas connue pour être une grande région productrice de cette céréale, bien que certaines populations rurales s'adonnent à cette culture, surtout dans les zones de bas-fonds, où l'eau de pluie se conserve plus longtemps, même après la fin de l'hivernage. Dans le cadre du PAA, la FAO assiste les exploitations familiales, regroupées au sein de cinq unions de producteurs, en leur fournissant des semences sélectionnées, ainsi que des variétés adaptées au sol particulier de la zone. Elle leur a également fourni de l'engrais et de l'urée. De plus, l'organisation onusienne a permis à ces organisations paysannes d'acquérir des décortiqueuses et une batteuse. Abdoulaye Thiam explique que ces outils agricoles sont importants en ce qu'ils permettent aux paysans de vendre directement du riz décortiqué, et non du riz paddy, qui est beaucoup moins cher.

### Non-respect de l'accord par les paysans

Les représentants d'organisations paysannes reconnaissent que la FAO leur a permis de faire un bond qualitatif dans leur production. Leur production de riz a plus que doublé, grâce à une meilleure maîtrise des techniques culturales. Abdoulaye Thiam tire un bilan satisfaisant de la collaboration des différents partenaires dans le cadre de cette première phase. Le renforcement des capacités des producteurs a permis, vante-t-il, d'augmenter la production rizicole des membres des unions participant au programme, de manière notable : *«Là où ces gens obtenaient difficilement 800 kilos à l'hectare, ils sont passés à 2,5 tonnes. Cela leur a permis de vendre facilement une bonne partie de leur récolte, tout en conservant une autre pour leur consommation personnelle.»*

Le partenariat avec le PAM a pour base de fournir à ces producteurs des revenus stables et dignes, en leur garantissant en outre un débouché pour leur production. Ainsi, dans la phase pilote, le PAM devait acquérir, auprès des cinq unions de producteurs de riz, dont chacune regroupe



La fin de la faim au Sénégal ?

près de 30 associations de base, environ 200 tonnes de riz blanc, qui devaient servir à nourrir les élèves des écoles primaires et préscolaires de la région, et qui sont pris en charge par les 173 cantines implantées dans les différents établissements scolaires de Kédougou et des villages de la région.

Au total, le programme devait permettre aux paysans membres de ces unions de produire environ 650 tonnes de riz blanc, équivalant à environ 750 tonnes de riz paddy. La différence non achetée par le PAM devait servir à la consommation des ménages, ou à être introduite dans le circuit commercial traditionnel, pour permettre à ces ménages d'avoir de ressources additionnels en cas de besoin.

### Interférences

Cependant, le programme a été victime de son succès. En effet, les problèmes d'insécurité alimentaire ont mobilisé un certain nombre d'organisations non gouvernementales.

L'une de ces organisations, qui avait obtenu un financement important, est venue perturber le contrat de partenariat que le PAM et la FAO avaient conclu avec ces cinq organisations de producteurs

de Kédougou. Sirandiou Fall, chargée de communication du PAM au Sénégal, révèle que trois des cinq structures n'ont pas respecté leur parole de vendre leur récolte à l'organisation onusienne, et ont préféré écouler leur riz auprès de l'ONG locale. Cela s'explique, selon la fonctionnaire du PAM, par le fait que l'ONG offrait de leur acheter le riz paddy au double du prix contractuel passé avec le PAM pour le riz blanc. *«Seulement, ces unions de producteurs ont oublié de tenir compte du fait que, dans le prix contractuel du PAM, il était pris en compte l'assistance technique de la FAO, qui vient avec des intrants et du matériel agricole. C'est tout cela qui leur a permis, non seulement d'augmenter la production de leurs exploitations familiales, mais également de soulager les femmes et les enfants des tâches pénibles»*, explique l'employée du PAM.

Abdoulaye Thiam indique que cet accident de parcours a permis de mieux comprendre l'environnement dans lequel devra se mouvoir le PAA quand arrivera le moment pour les partenaires de se retirer et de laisser les structures de l'État sénégalais poursuivre l'expérience. *«Il faudra s'attendre à ce que les producteurs soient soumis à des tentations de tous ordres, surtout si par malheur, on se retrouvait à une période de faible productivité agricole»*, souligne l'agronome.

### Convoitises

Au moment où le bilan est en train d'être fait sur la phase pilote, en vue de préparer la période de consolidation, les experts tirent déjà des leçons de l'expérience. Abdoulaye Thiam, le coordinateur du projet estime que le projet ne peut générer du succès que s'il y a une bonne coordination de toutes les parties prenantes. Les organisations onusiennes ont senti la volonté des décideurs politiques du pays de passer rapidement à la phase de consolidation, comme s'il était déjà temps de l'élargir outre mesure. Or, explique un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture du Sénégal, *«on ne peut pas brûler les étapes, si l'on veut aller vraiment loin. Le gouvernement pense pouvoir régler des problèmes conjoncturels à travers ce programme, alors qu'il est censé avoir une fondation faite pour durer»*, assure-t-il. ■